



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural



**10^{ème} Réunion des Ministres de l'Agriculture
des Etats Membres du CIHEAM**
La sécurité alimentaire durable en Méditerranée :
quelle situation et quelles perspectives ?

Note de cadrage

6 février 2014 Alger





1. Introduction

L'agriculture représente une valeur ajoutée importante pour les économies des pays de la Méditerranée. Elle constitue une source d'emploi et de revenu pour une grande partie de la population active dans ces pays. L'agriculture joue aussi un rôle majeur car elle assure la production d'aliments. Elle est également porteuse d'externalités positives en termes de préservation des paysages ruraux.

Mais si les efforts d'intensification, notamment dans le cadre de la Révolution verte à partir des années cinquante, ont permis d'accroître de manière substantielle la production alimentaire et ainsi de renforcer la sécurité alimentaire dans le monde, ils se sont faits progressivement au détriment des ressources naturelles, compromettant ainsi sa productivité future de l'agriculture. Ce constat global vaut également pour les pays méditerranéens.

Ce modèle actuel d'intensification de la production agricole au niveau mondial ne permettra pas de relever les défis du nouveau millénaire. Mais d'un autre côté, les prévisions émanant de la FAO et d'autres organisations de recherche soulignent que la demande alimentaire mondiale devrait doubler d'ici à 2050. L'augmentation de la population mondiale, estimée à 3,2 milliards de personnes supplémentaires d'ici à 2050, exigera, selon la FAO, une augmentation de la production alimentaire mondiale de l'ordre de 60 pour cent - et près de 100 pour cent dans les pays en développement si les tendances actuelles se confirment - pour répondre à l'augmentation des besoins alimentaires. Etant donné la diminution des surfaces de terres inutilisées présentant un bon potentiel agricole, il faudra, pour répondre à cette demande, accroître sans cesse le rendement des cultures pour essayer de réduire les tensions dans toutes les régions du monde. Mais cette augmentation ne peut se faire qu'avec une meilleure gestion des ressources.

Pour autant, de nombreuses études confirment qu'il y a assez de nourriture dans le monde et que la faim est causée par des problèmes de production et de distribution alimentaires autres que les crises alimentaires engendrées par les conflits et la pauvreté. Dans ce contexte, la problématique du gaspillage alimentaire est de plus en plus fréquemment posée. Dans les pays en développement, les pertes vont de 5 à 50% et se produisent principalement dans les



phases pré et post-récolte, alors que dans les pays industrialisés les pertes peuvent aller de 2 à 20% et se concentrent essentiellement au niveau de la consommation de détail et finale.

Bien que la production alimentaire soit suffisante pour nourrir la population actuelle de 7,1 milliards d'habitants, elle n'est malheureusement pas suffisante pour assurer la sécurité alimentaire de tous. De nos jours, environ 850 millions de pauvres souffrent de la faim. Les autres facteurs de l'insécurité alimentaire sont le manque de droit et l'accès insuffisant aux marchés. Cependant, les contraintes à l'amélioration quantitative et qualitative de la production agricole concernent les ravageurs, les maladies, les pratiques de gestion des exploitations agricoles inappropriées et la contamination des aliments par des métabolites toxiques (par exemple les mycotoxines qui peuvent être cancérigènes pour les hommes et les animaux).

Il faudra donc être en capacité de produire plus avec moins de ressources et, par conséquent, de produire autrement. Le défi alimentaire pour les années à venir consistera en effet à trouver les bonnes solutions pour augmenter la production alimentaire et répondre ainsi à l'accroissement de la demande, tout en produisant mieux, à moindre coût et de manière plus durable. Pour atteindre cet objectif, il est impératif de repenser globalement les politiques agricoles alimentaires et rurales afin d'améliorer les méthodes de production, la gestion des stocks alimentaires et la régulation des marchés internationaux.

Récemment, sur ces sujets des mesures ont été envisagées en faveur de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la volatilité des prix agricoles dans les forums internationaux, en particulier au sein de la FAO (sommet de novembre 2009 à Rome), du G8 (sommet de juillet 2009 à L'Aquila) et du G20 (sommet de novembre 2011 à Cannes).

Ce fut aussi le cas à travers le Dialogue 5+5 de la Méditerranée occidentale (séminaire de février 2012 à Alger) et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dite « Rio+20 » (sommet de Rio de Janeiro en juin 2012) et les deux dernières Conférences de la FAO sur la sécurité alimentaire (38^{ème} session de la FAO en juin 2013 et 40^{ème} Comité de la Sécurité Alimentaire en octobre 2013).

Ces sujets ont été aussi débattus à l'occasion des précédentes réunions ministérielles du CIHEAM et dans d'autres réunions organisées à l'échelle internationale.

2. La sécurité alimentaire en Méditerranée

Le concept de sécurité alimentaire trouve ses racines dans le droit à l'alimentation qui figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. En 1996, à l'occasion du Sommet mondial de l'alimentation, ce concept a été défini de la façon suivante : « *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement,*



socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive satisfaisant leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ». Cette définition met en évidence l'aspect multidimensionnel de la sécurité alimentaire, qui se décline aussi bien quantitativement que qualitativement selon quatre aspects : disponibilité alimentaire, accès à la nourriture, la stabilité de ces derniers, et la salubrité des aliments.



Sur ce point, les pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée (PSEM) présentent un bilan inquiétant. Il y a d'abord la question des importations alimentaires massives. Si dans le passé, la rive sud de la Méditerranée constituait le grenier à blé de Rome, aujourd'hui elle importe, selon les pays, de 40 à 80 % de ses besoins alimentaires. Tous les PSEM, toujours à l'exception de la Turquie, sont déficitaires en produits alimentaires de base. Leur dépendance est même relativement forte vis-à-vis des marchés internationaux vu l'importance des volumes des biens alimentaires qu'ils sont contraints d'importer pour faire face aux besoins de leurs population. C'est notamment le cas des céréales. Il en résulte donc une dépendance structurelle à l'égard des marchés mondiaux, que ce soit des protéines animales ou végétales.

Par-delà la dépendance alimentaire, la pauvreté économique constitue aussi une grande cause de l'insécurité alimentaire. Or, en l'absence d'un réel dynamisme économique et d'une politique de redistribution efficace, bien des populations des PSEM pourraient rester en retrait des critères de la sécurité alimentaire.



Deux questions se posent donc aux responsables politiques de la plupart des pays de la Méditerranée:

- Comment *assurer à toutes les personnes une alimentation suffisante, sûre et équilibrée, surtout dans les pays dont la croissance démographique se poursuit, et comment garantir des productions durables, au sens quantitatif et qualitatif, dans un contexte de changements climatiques accélérés et de raréfaction des ressources naturelles ?*
- Quelles sont les causes d'une telle dégradation qui aggrave les risques de fracture alimentaire entre les deux rives ?



A. Dynamiques démographiques

La population en Méditerranée ne cesse d'augmenter. En 1975 les 22 pays riverains totalisaient 275 millions d'habitants. Ils sont près de 500 millions d'habitants actuellement. La croissance démographique des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée restera relativement forte, en tout cas plus forte que celle des pays du Nord, et cela entraînera une augmentation de la demande alimentaire.

La poussée urbaine représente un des phénomènes les plus marquants de la période contemporaine. Urbanisation et littoralisation sont généralement deux aspects d'un mouvement commun.



La croissance des villes a des incidences sur les comportements alimentaires puisqu'elle transforme les régimes et les habitudes alimentaires des populations qui abandonnent peu à peu leurs traditions culinaires. Qui plus est, l'urbanisation entraîne parallèlement une consommation accrue en produits carnés et transformés, tirant vers la hausse la demande des céréales pour pouvoir faire face aux besoins des élevages. Par conséquent, les principes de la diète méditerranéenne sont de moins en moins observés et laissent la place à une consommation basée sur des produits gras, salés et sucrés. Les conséquences d'une telle dérive alimentaire sont l'augmentation des maladies de surcharge (hausse sensible de surpoids, diabète, pathologies cardio-vasculaires) qui ont aussi un impact sur les coûts de santé publique. Evidemment, ce changement accroît aussi la facture alimentaire des pays dépendants.

Cette expansion des centres urbains et des activités économiques ont d'autres incidences sur la sécurité alimentaire, notamment parce qu'elle rogne les terres arables et donc réduit le potentiel productif.

Toutefois, en dépit de cette urbanisation, la population rurale demeure encore significative en valeur absolue. Un tiers de la population des pays de la rive Sud et Est de la Méditerranée est rurale. Or la grande majorité des pauvres dans le monde, et aussi en Méditerranée, vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leurs moyens d'existence.

B. Pénurie d'eau

L'intensification agricole se fait beaucoup par un accès de plus en plus massif à l'irrigation. Or l'ONU alerte régulièrement sur l'avancée des déserts et le recul des ressources en eau douce, et plus encore en eau potable facilement accessible. En Méditerranée, les pompages excessifs dans les zones côtières ont entraîné la pénétration d'eaux salées dans les nappes phréatiques. Ainsi de vastes zones littorales méditerranéennes sont déjà affectées par l'intrusion d'eaux salées suite aux pompages qui ont fait baisser le niveau des nappes d'eau douce.

Un rapport de mars 2009¹ sur les risques de pénuries d'eau et les risques de sécheresse en Europe, estime que cette menace grandit pour une partie importante de l'Union européenne, sachant qu'en moyenne 44 % de l'eau utilisée dans l'UE sert à la production d'énergie (à des fins de refroidissement essentiellement), 24 % à l'agriculture, 21 % à la fourniture d'eau potable, et 11 % à l'industrie. L'UE promeut ainsi une utilisation plus efficace de l'eau, des



(1) European Environment Agency, Water resources across Europe - confronting water scarcity and drought, 2009 - 55 pp. ISBN 978-92-9167-989-8 EEA Report series: ISSN 1725-9177.



politiques de tarification de l'eau, de sensibilisation et des plans de gestion des sécheresses et un meilleur contrôle des usages illégaux de l'eau.

Dans les PSEM où la situation de stress hydrique est beaucoup plus marquée, ces politiques sont moins actives alors même qu'ils ont été le lieu de grandes civilisations hydrauliques. Pour l'heure, l'eau y manque de plus en plus et l'irrigation fait l'objet d'une concurrence accrue des villes et des industries.

C. Dégradation des sols

Comme dit plus haut, l'urbanisation se fait au détriment des terres arables. De son côté, l'agriculture mécanisée n'est pas sans incidences non plus. La monoculture et l'agriculture intensive dégradent et appauvrissent la diversité et la fertilité des sols.

Ce type d'agriculture dépend d'un fort apport extérieur (intrants) qui n'est pas extensible. Dans certains pays, le recul de la pratique de la jachère est aussi facteur de dégradation des sols car la terre n'est pas laissée au repos pendant plusieurs années et sans apport d'éléments fertilisants. Ainsi, le problème de la dégradation des sols par ce genre de pratique pose la question du mode de production à favoriser pour garantir une alimentation durable. Cette tendance à la dégradation pèse encore plus sur les PSEM que sur les pays du Nord étant donné leur faible réserve foncière.

L'érosion est une autre cause de dégradation du sol. Celle-ci est en partie naturelle et en partie causée par des pratiques agricoles inappropriées.

D. Fluctuations spectaculaires des prix et des produits alimentaires de base

Au cours des dernières années, on a assisté à des flambées importantes et imprévues des prix des produits alimentaires de base (comme le maïs et le blé) et ce, sur une période relativement brève. Cette augmentation a un impact plus fort sur les pays importateurs nets de produits alimentaires. Il va sans dire que cette hausse des prix a eu aussi une répercussion sur les prix des aliments pour les animaux, et donc sur les coûts de production de la viande, dont la consommation augmente, notamment dans les économies émergentes. Dans le même temps, on observe que les prix plus élevés des denrées alimentaires ne se répercutent pas automatiquement par une hausse du revenu des agriculteurs, en raison essentiellement du

rythme auquel les prix des intrants agricoles progressent, mais aussi de l'écart de plus en plus élevé que l'on observe entre les coûts de production et les prix à la consommation.

A cette augmentation tendancielle des prix agricoles s'ajoutent des fluctuations spectaculaires des prix des produits de base qui risquent d'être une caractéristique plus prononcée et régulière du marché mondial dans les années à venir et représentent une menace pour la sécurité alimentaire. A ce sujet, les ministres de l'Agriculture des 13 pays membres du CIHEAM, dans les déclarations finales de la 6ème réunion qui s'est tenue à Malte en 2012, se sont dit « ...Conscients que la tendance pour le prix des denrées de base est à la hausse et que la dépendance de la majorité des pays méditerranéens envers les marchés internationaux pourrait s'amplifier à l'avenir, et que le commerce et des échanges en partenariat contribueront à garantir des approvisionnements réguliers ».

Ces fluctuations affectent plus lourdement les ménages à faibles revenus, en particulier dans les PSEM, pour lesquels les dépenses pour l'alimentation représentent la plus grande part de leur revenu.

E. Changement climatique

Depuis très longtemps, les contraintes géographiques et climatiques sont une réalité de la Méditerranée. Le changement climatique s'accroît au cours des dernières années. Leurs effets s'annoncent d'autant plus lourds pour les pays moins bien dotés en ressources hydriques et foncières. Autrement dit, les PSEM devraient subir ces changements avec d'autant plus d'acuité. La variation des régimes climatiques rendra plus fréquentes les sécheresses et les





inondations, phénomènes qui auront une incidence négative sur les récoltes et la prévisibilité de la production agricole dans les PSEM.

La 8^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM a été dédiée au sujet de « L'impact du changement climatique sur la sécurité et la sûreté alimentaire dans la région méditerranéenne ». Dans leurs déclarations finales les ministres ont considéré que « les mesures prises pour s'adapter au changement climatique sont indissociables de celles relatives à la sécurité alimentaire et à la sûreté des aliments et que toute politique agricole se doit d'intégrer ces deux éléments ». Ils étaient aussi « ...conscients que les perturbations causées par le changement climatique tendent d'ores et déjà à accroître les tensions autour des ressources hydriques et foncières, à favoriser la propagation de certaines maladies et à stimuler les migrations humaines si des mesures d'adaptations adéquates ne sont pas adoptées et intégrées maintenant dans une politique de développement agricole et rurale capable de penser le long terme ».



F. Crise économique mondiale et financement du développement agricole

La crise financière mondiale actuelle pourrait aboutir à une réduction des financements disponibles pour l'aide au développement et pour l'agriculture, ce qui pourrait affecter les PSEM.

Il faut souligner que la crise financière actuelle réduit aussi le stock de crédits disponibles pour les agriculteurs. L'accès limité des petits agriculteurs aux prêts et au microcrédit, afin de pouvoir investir dans des dispositifs d'irrigation, des engrais et des semences améliorées est, lui aussi, un des obstacles majeurs à l'accroissement de la production agricole dans les pays en développement.

3. Comment réduire l'insécurité alimentaire?

A. Augmenter la quantité et la qualité de la production alimentaire

Le modèle dominant utilisé dans les dernières cinquante années était un modèle basé sur la mécanisation lourde, sur le travail intensif du sol, sur l'emploi de variétés végétales à haut rendement et sur l'utilisation intensive d'intrants, d'herbicides et de produits phytosanitaires. L'augmentation des rendements ainsi que la baisse des cours des produits céréaliers ont considérablement

atténué l'insécurité alimentaire au cours des années 1970 et 1980. Mais ce modèle de production a entraîné la surexploitation d'un bon nombre d'écosystèmes, mettant en péril la productivité future. Parmi

les externalités de ce modèle de production intensive on peut citer la dégradation des terres, la salinisation des zones irriguées, l'extraction excessive imposée aux nappes aquifères souterraines, le renforcement des résistances des ravageurs et l'érosion de la biodiversité.

Le défi pour les années à venir réside dans la recherche d'un modèle de production agricole, à la fois très productif et durable sur le plan de l'environnement.





Le futur modèle doit garantir la production d'aliments à travers une approche écosystémique qui met à profit la contribution de la nature à la croissance des plantes : matière organique du sol, régulation des débits d'eau, pollinisation et lutte biologique et intégrée contre les maladies et les insectes ravageurs ; une telle approche doit prendre en compte le contrôle des facteurs biotiques et abiotiques contaminants.

Des critères rigoureux doivent être appliqués aux produits afin de protéger les consommateurs dans tous les pays méditerranéens. Par conséquent, la production de produits de haute qualité doit constituer un objectif qui ne peut pas être séparé de l'obtention de bons rendements.

L'intensification durable des cultures devra se caractériser par une approche plus systémique de la gestion des ressources naturelles. Certes, elle suppose généralement un volume de connaissances supérieur à celui utilisé dans la plupart des systèmes conventionnels d'exploitation agricole, mais elle offre beaucoup d'avantages aux petits agriculteurs et à leurs familles aussi bien en augmentant leur productivité, en réduisant les coûts, en améliorant la résilience au stress, et en renforçant leurs capacités de gestion du risque.

Les futures pratiques agricoles respectueuses de l'environnement devront donc allier les connaissances traditionnelles aux technologies modernes adaptées aux besoins des petits producteurs. Elles doivent aussi encourager le recours à l'agriculture de conservation, qui stimule les rendements tout en améliorant la qualité du sol, l'utilisation de variétés de semences de qualité et à haut rendement, la protection intégrée, la nutrition des plantes sur des sols sains et la gestion efficace de l'eau.

La gestion des pratiques agricoles citées devrait être poursuivie par une approche basée sur l'agriculture de précision, qui fournira à la ferme des pratiques adaptées. Celles-ci seront utilisées pour réduire systématiquement les applications de la chimie et les coûts, préserver l'environnement, la santé des opérateurs et la sécurité alimentaire.

Ces pratiques agricoles permettront de maîtriser les insectes ravageurs en protégeant leurs ennemis naturels plutôt qu'en pulvérisant des pesticides sur les cultures sans discrimination. Grâce à une utilisation judicieuse des engrais minéraux, elles évitent de nuire indirectement à la qualité de l'eau. Elles mettent à profit l'irrigation de précision afin d'apporter la juste

quantité d'eau au bon endroit et au bon moment. Ces pratiques sont aussi parfaitement cohérentes avec le principe d'une agriculture raisonnée au regard du climat.

B. Modifier les régimes alimentaires

Dans le bassin méditerranéen on observe de nombreux symptômes de malnutrition – sous-alimentation, carence de micronutriments, surcharge pondérale et obésité – imputables à des changements profonds dans les habitudes alimentaires. La tendance des maladies liées



au régime alimentaire (surcharge pondérale, obésité, maladies cardiovasculaires, diabète de type 2, syndrome métabolique et certains cancers) est alarmante et révèle l'inadéquation des systèmes et régimes alimentaires actuels.



Il faut donc prendre des mesures pour promouvoir et disséminer le concept global des « régimes durables ² ». Par exemple, des scénarios récents, élaborés afin de modéliser l'agriculture durable pour l'avenir et la consommation de denrées alimentaires, reconnaissent la nécessité d'infléchir les pratiques vers des systèmes de production intégrés et agro-écologiques, de même que vers des modes de consommation privilégiant les denrées alimentaires d'origine végétale sur les denrées alimentaires d'origine animale.

Cette nécessité a été soulignée par les ministres de l'Agriculture des pays du CIHEAM en 2008, 2010 et 2012, et résumées dans leur déclaration finale d'Istanbul (8 mai 2010), selon laquelle il faut impérativement : « ...*Œuvrer à la promotion d'un système régional de production alimentaire sain et durable, suivant les normes de la diète méditerranéenne, qui favorise l'esprit de convivialité et la consommation de produits locaux et saisonniers, notamment en encourageant les réseaux nationaux à soutenir les décisions publiques de protection, de promotion et de marketing des produits méditerranéens, ainsi que de développement de systèmes de production agricole en adéquation avec le respect de l'environnement...* » et dans leur déclaration finale



de Malte (27 septembre 2012), au cours de laquelle ils ont souligné : « ...*le rôle de la diète méditerranéenne comme l'un des vecteurs de systèmes alimentaires durables dans les stratégies de développement régional et des produits locaux traditionnels, car la sécurité alimentaire quantitative doit être complétée par une approche qualitative* ».

C. Réduire le gaspillage

Selon une analyse menée en 2011 par la FAO, la quantité d'aliments gaspillée dans

(2) « ... par régimes alimentaires durables on entend les régimes alimentaires à faible impact environnemental, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et assurent une vie saine aux générations présentes et futures. Les régimes alimentaires durables protègent et respectent la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, accessibles, économiquement justes et abordables; ils ont une teneur nutritionnelle adéquate, sont sans danger et sains; tout en optimisant les ressources naturelles et humaines. » FAO/ Biodiversité Internationale (2010). Biodiversité et régimes alimentaires durables – Unis contre la faim. Rapport d'un symposium scientifique; 3-5 novembre 2010, Rome.

le monde s'élève à 1,3 milliard de tonnes par an, soit environ un tiers de la production totale de denrées alimentaires destinée à la consommation humaine

Au niveau mondial, un quart de la nourriture produite est jetée sans avoir été consommée. Ce gaspillage représente 750 milliards d'euros.



En Europe, près de 50 % d'aliments sains sont gaspillés chaque année par les ménages, les supermarchés, les restaurants et la chaîne alimentaire, alors que 79 millions de citoyens vivent au-dessous du seuil de pauvreté et que 16 millions dépendent de l'aide alimentaire d'œuvres de charité.

Il faut donc adopter des mesures en vue de réduire le plus possible les gaspillages alimentaires et d'améliorer l'accès aux aliments pour les personnes démunies. Ces mesures doivent être mises en place afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne alimentaire et des circuits de consommation, secteur par secteur. Si rien n'est fait, le gaspillage alimentaire augmentera sensiblement dans les années à venir.

Il s'agit d'un problème éthique, mais également économique et social, avec d'énormes implications sur l'environnement. Pour parvenir à une réduction drastique des gaspillages alimentaires, de nouvelles campagnes de sensibilisation doivent être encouragées au niveau



de chaque pays. Des cours d'éducation alimentaire doivent être dispensés, en particulier dans les écoles, afin de donner des conseils pratiques sur la conservation des denrées alimentaires, leur préparation et leur élimination.

D. Favoriser le dialogue multilatéral et la coopération régionale

Une importante action pour réduire l'insécurité alimentaire est reliée au renforcement du dialogue multilatéral et à la coopération régionale sectorielle sur ce sujet. La coopération, la mise en place de moyens humains et financiers et la réalisation de projets concrets fédérateurs, d'initiatives et de réseaux d'experts pour favoriser l'échange d'expériences, le renforcement et la coordination de l'activité de recherche, le partenariat entre Institutions et acteurs des secteurs publics et privés, l'activité de support aux décideurs, constituent de possibles pistes de travail pour le futur en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire régionale méditerranéenne.

Un rôle clé dans la résolution des problèmes de sécurité alimentaire est joué par la connaissance. La recherche et l'innovation, quand elles sont développées en conformité avec les priorités spécifiques de chaque territoire, pourraient assurer une solution durable et efficace aux trois défis mentionnés ci-dessus. A ce propos, une gouvernance harmonieuse du système national de recherche peut renforcer les potentialités offertes par les services de vulgarisation. Les vulgarisateurs sont des acteurs pivots pour la promotion de la recherche et de l'innovation pour la sécurité alimentaire, car ils contribuent au transfert des connaissances aux opérateurs finaux et ont la capacité de rassembler et d'exprimer les principaux besoins locaux liés aux défis agro-alimentaires.



Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

12, Boulevard Colonel Amirouche Alger - Algérie

Tél : 00 213 (0) 23 50 32 38

www.minagri.dz

